

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 01 JUILLET 1990

N° 191

PRIX: 4 FF



GABON, COTE D'IVOIRE... HIER

ZAMBIE AUJOURD'HUI...

ET DEMAIN?

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 3 et 4

- Zambie: Une situation économique catastrophique

Page 4

- Afrique du Sud: Mandela en tournée de courtoisie...

Pages 5 et 6

- Côte d'Ivoire: Les ouvriers veulent se faire entendre à leur tour

Pages 6, 7 et 8

- Sénégal: Au nom de l'intégrité territoriale, Diouf réprime en Casamance

Pages 9 et 10

- Algérie: La montée de l'intégrisme, un danger pour les pauvres

Pages 11 et 12

- La Baule: Les vassaux africains au pied de Mitterrand...

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF
- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en timbres-postes courants

ETRANGER

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

A D R E S S E

Voir page 12

é d i t o r i a l

GABON, COTE D'IVOIRE...HIER, ZAMBIE AUJOURD'HUI... ET DEMAIN?

Les médias ont beaucoup parlé du prétendu coup d'Etat d'un certain gradé de l'armée zambienne comme s'il n'y avait que cela d'important.

La Zambie a connu trois jours d'émeutes du 25 au 27 juin à la suite d'une augmentation de 100% du prix de la farine de maïs, aliment de base de la majorité de la population. Il y eut une répression sanglante.

En réalité, l'action bien malheureuse de ce gradé se situe dans un contexte social explosif plus général, qui dépasse d'ailleurs le seul cadre de la Zambie. Ce n'est pas seulement en Zambie que la situation est explosive. Partout, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Niger au Cameroun, pour ne citer que ces pays, les populations pauvres vivent dans la misère. Celle-ci ne fait qu'empirer à cause des attaques incessantes contre les pauvres.

Ainsi, sous prétexte de faire face à la crise, d'assainir les finances de l'Etat ou de rembourser des dettes du pays, nos dictateurs s'en prennent de plus en plus au niveau de vie déjà très bas des populations démunies. Ils leur imposent des bas salaires; ils bloquent les salaires, augmentent les prix des denrées de première nécessité.

Alors que partout le niveau de vie des masses recule, les riches, les exploiters font des superprofits. Dans la misère générale, eux, ne font que s'enrichir. D'un côté, c'est la misère la plus totale, de l'autre les riches affichent un luxe insolent. C'est donc ce système social qui favorise les riches au détriment des pauvres, qui est en cause.

Sans être prophète, "les émeutes de la faim", les manifestations de rue, les révoltes vont inévitablement continuer à éclater dans d'autres pays jusque-là épargnés. Pas seulement en Afrique. A Haïti, aux Phillipines, en Birmanie, des masses en colère avaient envahi les rues. Elles avaient fait chuter ou trembler des régimes dictatoriaux réputés inébranlables.

Les pauvres n'ont pas d'autre choix que cette voie de la lutte, ne serait-ce que pour ne pas crever de faim, ne serait-ce que pour se maintenir en vie. Ils n'ont pas d'autre choix que d'affronter, même les mains nues, les chiens de gardes et les bourreaux du capital. Il vaut mieux encore mourir sous les balles de l'ennemi en combattant plutôt que mourir, seul dans son coin, terrassé par la faim.

Bien sûr, nos sympathies vont à ceux qui luttent contre les dictateurs, y compris à tous ces jeunes qui se servent à l'oeil dans les magasins désertés par les riches aux moments des révoltes. Mais la chute d'un dictateur et son remplacement par un autre homme, aussi intègre, aussi humain soit-il, ne changera rien à la situation sociale catastrophique des pauvres.

C'est l'ensemble de la société qui est injuste parce qu'elle est organisée de telle sorte qu'elle ne profite qu'aux riches.

... / ...

Et pour préserver l'ordre social en vigueur, c'est par la violence quotidienne que nos dirigeants maintiennent les populations d'Afrique dans la misère et l'oppression.

C'est en s'organisant, se mobilisant que les travailleurs et tous les exploités pourraient, non seulement se défendre au coup par coup des attaques du pouvoir, mais pour permettre aux pauvres de vivre un peu mieux par la répartition juste et égalitaire des richesses existant même dans un pays pauvre. Mais pas pour rendre l'Afrique plus riche. Car, pour cela, c'est autre chose qu'il faut. Pour cela, il faudra auparavant détruire le système capitaliste, ce système odieux qui aggrave la misère et la pauvreté dans nos pays. Tant que dure ce système, il ne peut y avoir une justice sociale dans le monde.

ZAMBIE

UNE SITUATION ECONOMIQUE

CATASTRPHIQUE

Le 25 juin, des étudiants de l'université de Lusaka sont descendus dans la rue pour manifester contre le doublement du prix du maïs, produit alimentaire de base, décidé par le gouvernement. La population a pris fait et cause pour les étudiants.

Des milliers d'habitants des quartiers populaires ont envahi les rues pour manifester. Des bureaux du parti unique sont incendiés; dans les rues, des magasins d'Etat sont saccagés ainsi que d'autres surfaces d'alimentation privées. Le mécontentement s'est également étendu à d'autres villes.



Portrait de Kaunda déchiré par
des manifestants

Ainsi, à Chilenje, l'ancien domicile du dictateur pendant sa "lutte" pour l'indépendance et sa légendaire "Land Rover" qui aurait servi de locomotion dans sa campagne anticolonialiste ont été brûlés, de même que les locaux du parti unique; certains magasins, comme à Lusaka, ont été également visités par des jeunes manifestants. La répression s'est abattue sur ces derniers. Il y aurait eu plus de 50 morts,

des centaines de blessés et plusieurs centaines d'arrestations. En réalité, le bilan risque d'être plus lourd.

Cette agitation sociale n'est pas sans rapport avec la situation économique catas-

trophique de la Zambie. La chute sur le marché international du prix du cuivre, principal produit d'exportation (90% des revenus du pays), a provoqué un marasme économique sans précédent. Le déficit budgétaire ne fait que s'alourdir; l'inflation est galopante (entre 40 à 50% cette année). La dette extérieure s'alourdit également. Elle est de 7 milliards de dollars actuellement. La monnaie nationale, le kwacha, a été dévaluée de 25% fin 1988, pour favoriser l'exportation, disent les dirigeants.

Alors, la seule solution que les dirigeants zambiens aient trouvée, c'est de faire payer la crise aux pauvres. C'est ainsi qu'en 1987, les autorités avaient décidé de ne plus subventionner le maïs. Du coup, le prix au Kg est passé du simple au triple. Les petites gens, directement frappés dans leur existence même, s'étaient mobilisés, malgré la répression (15 morts officiellement) contre cette attaque intolérable à leur condition de vie déjà précaire. Les autorités qui ne s'attendaient pas à cette réaction, la mort dans l'âme, avaient battu en retraite. Elles ont attendu que la situation soit redevenue calme, que la mobilisation soit retombée pour revenir à la charge.

Tout dépend maintenant de la détermination des masses. Si elles restent mobilisées, elles peuvent, une fois de plus, faire capoter les plans d'attaque en règle contre elles, élaborés dans les hautes sphères de la bourgeoisie internationale.

AFRIQUE DU SUD

MANDELA EN TOURNEE DE COURTOISIE

AUPRES DES REPRESENTANTS IMPERIALISTES

Mandela a été reçu en grande pompe par le gouvernement français les 6 et 7 juin. C'était là une des escales de sa tournée en Europe, avant de se rendre auprès du Pape au Vatican, puis de Georges Bush aux Etats-Unis.

Il a fait ainsi la part belle à tous les affameurs capitalistes et à leurs représentants gouvernementaux et religieux. Ce sont ces gens-là qui ont pourtant toléré, soutenu et profité du système de l'apartheid qui a permis aux multinationales de réaliser des profits fabuleux en surexploitant les travailleurs noirs, en achetant, en trompant et en dressant contre eux les travailleurs blancs.

La place que Mandela occupe aujourd'hui, il ne la doit pourtant pas à tous les grands de ce monde qu'il cautionne, ne serait-ce qu'en leur accordant l'accolade, mais à la lutte des masses noires pendant des années.

Il a fallu que ces mêmes banquiers et les capitalistes sud-africains, européens et américains, prennent peur pour que le gouvernement sud-africain entame des négociations avec des interlocuteurs acceptables pour leurs intérêts, en l'occurrence l'ANC.

Mandela et les dirigeants de l'ANC ont toujours été les partisans d'un compromis visant à supprimer la ségrégation raciale sans bouleverser l'ordre social basé sur l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, sa tournée auprès des grands de ce monde confirme plus que jamais que Mandela est prêt à assumer, pour peu que les impérialistes l'acceptent, le rôle de gendarme de leurs intérêts en Afrique.

COTE D'IVOIRE

ABIDJAN: LES OUVRIERS VEULENT SE FAIRE ENTENDRE A LEUR TOUR

Depuis quelques mois, la vague de grèves qui a d'abord touché la petite bourgeoisie et des fonctionnaires touche maintenant de plus en plus des sociétés para-publiques ou privées. C'est ainsi que, ces derniers temps, plusieurs usines à Abidjan se sont mises en grève les unes après les autres pour revendiquer des augmentations de salaires, une amélioration des conditions de travail, le respect des conventions collectives, etc. Nous ne donnons que deux exemples: celui de Filtisac et de Blohorn.

A Filtisac (une usine qui fabrique des sacs en jute), les ouvriers d'une nouvelle unité de production ont revendiqué en mai dernier l'amélioration de leurs conditions de travail (celles-ci sont révoltantes et la cadence infernale), une augmentation de salaires ainsi que le droit d'élire des délégués affiliés à l'UGTCI (le syndicat unique pro-gouvernemental).

Ils ont obtenu satisfaction, notamment en ce qui concerne l'élection des délégués. Ainsi, ils ont élu leurs représentants. Ensuite, ils ont fait une liste de leurs revendications que, accompagnées d'un préavis de grève conformément à l'usage, les délégués ont présentées à la direction. Dans un premier temps, celle-ci a fait pression sur les délégués pour que les ouvriers soient "raisonnables". Mais, devant la volonté des ouvriers de ne pas céder et de faire grève le jour "J", c'est la direction qui est devenue brusquement compréhensive et a promis de discuter avec eux de leurs revendications la semaine dernière.

Quant aux ouvriers de Blohorn (une grosse société qui produit huile et savons), des affrontements violents les ont opposés aux "forces de l'ordre" le 26 juin dernier. Un ouvrier a eu une main arrachée, selon la Radio France Internationale. Dans cette usine aussi, il s'agissait d'une grève revendicative qui a mal tourné. Nous ne savons pas comment elle s'est déroulée.

Les ouvriers estiment, à juste titre, que par rapport à leurs conditions de vie et de travail, ils ont beaucoup de choses à revendiquer et c'est le moment de le faire, sinon jamais. Oui, depuis que les manifestations, grèves et émeutes ont ébranlé le régime du vieux dictateur, une situation relativement favorable est créée et toutes les différentes couches sociales veulent en profiter pour défendre leurs intérêts. C'est ainsi, par exemple, que des étudiants, des médecins, des chauffeurs de taxi et des bus, des marchandes de poisson, des policiers, des "appelés", etc, ont manifesté ou ont fait grève pour se faire entendre.

Les travailleurs, eux aussi, ont leurs intérêts spécifiques à défendre. Ils ont raison d'avoir recours à l'arme de la grève pour imposer leurs revendications.

Mais, pour que leurs luttes soient vraiment efficaces, il faut qu'ils coordonnent les différentes grèves pour en faire une seule grève face aux patrons et au gouvernement à leur service. Car, les grèves isolées ne peuvent pas venir à bout de la résistance des patrons soutenus par les "forces de l'ordre", comme l'a montré la fin violente de la grève des ouvriers de Blohorn.

UNE FEUILLE DE VIGNE POUR LA BASILIQUE

Notre-Dame-De-La-Paix, la basilique de Yamoussoukro va enfin être bénite par le pape en septembre. Lors de son voyage prochain en Afrique, le pape Jean Paul

Il va en effet faire un petit tour en Côte d'Ivoire pour apporter à "la plus grande maison de Dieu sur terre" la consécration que Houphouët Boigny appelait de ses vœux depuis longtemps.

La basilique, cet édifice gigantesque et splendide, apparaît par contraste comme une sorte d'insulte et de provocation permanente à la grande majorité de la population qui vit dans la pauvreté. Cette cathédrale aurait coûté 180 millions de dollars, alors que les dirigeants prétendent n'avoir pas d'argent pour construire des écoles, des hôpitaux, ni simplement acheter des médicaments.

Jean Paul II qui veut faire croire qu'il est soucieux du sort des pauvres demande la construction d'un hôpital à côté de la basilique.

Ce qu'il demande à Houphouët de faire, c'est en réalité un acte symbolique, une sorte de feuille de vigne pour cacher le luxe insolent de la maison de Dieu et faire oublier le reste.

S E N E G A L

AU NOM DE L'INTEGRITE TERRITORIALE, ABDOU DIOUF REPRIME EN CASAMANCE

Depuis le 21 avril dernier, la Casamance a connu une douzaine d'attentats meurtriers. Au total, il y a eu une dizaine de morts et une centaine de blessés. Le dernier en date est celui perpétré contre un poste de police à l'entrée de Ziguinchor. Un groupe armé de grenades et de mitrailleurs a fait feu contre les policiers en train de contrôler des véhicules. Il y aurait eu neuf blessés dont trois policiers.

L'armée sénégalaise a procédé à des arrestations. Le quotidien gouvernemental "Le Soleil" annonce que 46 personnes ont été arrêtées et qu'un autre "lot" allait suivre. Parmi ces arrêtés, figure l'abbé Diamacoune Senghor, un des porte-voix du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance), un mouvement indépendantiste interdit. Diamacoune Senghor (qui n'a rien à voir avec l'ex-président du même nom) avait déjà écopé d'une peine de cinq ans d'emprisonnement en 1983 pour ses idées indépendantistes.

Manifestement, la répression, seule réponse donnée par le gouvernement est loin d'avoir mis fin au mouvement indépendantiste. Déjà en 1981, alors que Diouf n'était que premier ministre, il avait envoyé son armée réprimer le mouvement des lycéens de Ziguinchor. L'armée

a ouvert le feu sur les jeunes qui ont tenté de hisser le drapeau nationaliste casamançais dans la cour de leur lycée. Il y a eu deux morts. En décembre 1982, plusieurs dizaines de personnes avaient été arrêtées à la suite d'une manifestation organisée par le MFDC (manifestation qui avait regroupé une centaine de personnes à Ziguinchor). En décembre 1983, plusieurs personnes ont été arrêtées à Ziguinchor pour avoir distribué des tracts jugés "subversifs". En janvier 1986, 34 personnes ont été arrêtées. Deux d'entre elles ont été condamnées à perpétuité tandis que les autres ont écopé de deux à quinze ans de prison.

Voilà le triste bilan du "démocrate" Diouf. Lui qui dit que: "concernant le droit de l'homme, je suis intransigeant", interdit aux membres d'Amnesty International d'aller faire une enquête au Sénégal pour prouver que des militants indépendantistes ont été torturés à la suite de leur arrestation. Lui qui aime chanter que "le Sénégal est un Etat de droit" emprisonne ceux qui osent distribuer des tracts sous prétexte que leurs idées vont à l'encontre de "l'intégrité territoriale" et mettent en cause la "sécurité de l'Etat"!

Aujourd'hui, c'est la "main de l'étranger" qu'il a trouvée comme prétexte pour réprimer. Le 23 mai, il a déclaré: "Nous avons des raisons de penser que (...) que ces attentats ne sont pas le fait des indépendantistes et qu'il peut y avoir d'autres mains pour essayer de nous déstabiliser (...) Nous sommes presque sûrs qu'il y a des mains extérieures". Voilà un refrain commun à tous les dictateurs! Et comme le Sénégal a des contentieux avec la Mauritanie, la Guinée Bissau, la Gambie, le Cap-Vert, la "main de l'étranger" a bon dos. A l'époque où il n'y avait pas de conflit, il avait trouvé la main de Kadhafi pour arrêter des opposants.



Beaucoup de villages casamançais, situés en bordure de la frontière avec la Guinée Bissau ont été vidés de leurs habitants. Certains ont été évacués manu militari vers Oussouye (le chef lieu du département). D'autres ont été obligés de fuir et de se réfugier dans la forêt parce qu'ils étaient accusés d'avoir hébergé chez eux des militants indépendantistes, membres de leurs familles. Cette situation ne fera qu'aggraver encore plus la misère, car elle retarde les travaux des champs qui doivent commencer avec l'hivernage. L'armée terrorise toute la population. A Ziguinchor, dès que la nuit tombe personne n'ose sortir.

La répression, loin d'être une solution face au mouvement indépendantiste, ne fait que renforcer la haine d'une partie de la population casamançaise contre l'armée et contre le gouvernement de Dakar qui, tout en disant qu'il était là pour aider les populations, les exapère encore davantage. Les politiciens à la solde de Diouf ont beau dire que tout ceci n'est que l'ouvre de quelques "brebis égarées", de quelques "enragés", mais si depuis près de dix ans de répression l'Etat n'est pas arrivé à bout de ce mouvement, c'est que le problème est beaucoup plus profond.

Il existe un réel mécontentement au sein de la population. Mécontentement dû avant tout à la misère accentuée par la politique d'austérité du gouvernement. Ici, les dirigeants ne peuvent même pas utiliser le prétexte de la sécheresse pour justifier la misère, car c'est une région verte. En Casamance comme ailleurs, c'est la même misère, ce sont les mêmes problèmes de fond liés au sous-développement qui, lui-même, n'est que la conséquence de l'exploitation capitaliste.

Mais à cette misère s'ajoutent d'autres sentiments de colère, comme par exemple celui d'être délaissé par le pouvoir central qui ne fait que profiter de cette région qui passe pour le "grenier à riz" du pays tout en la laissant à l'abandon. Le fait que les gouverneurs de la région, les généraux et les personnalités politiques sont la plupart du temps originaires d'autres régions, appartiennent à d'autres ethnies que celles de la Casamance ne fait qu'augmenter les rancœurs de certains Casamançais d'appartenir à une région occupée par d'autres. Le fait aussi que la Casamance, région traditionnellement animiste, a toujours été rebelle à la pénétration de l'Islam peut aussi renforcer le sentiment d'être une ethnie opprimée. Et il s'est trouvé des politiciens pour exprimer, pour exploiter tous ces sentiments.

Le MFCD est justement un mouvement qui s'appuie sur ces sentiments. Mais cette organisation n'a en réalité rien d'autre à proposer aux pauvres de la Casamance que la création d'un nouveau mini-Etat, une Gambie-bis en quelque sorte, et qui ne règlera aucun problème pour les pauvres, pas même celui de l'oppression. Car ce n'est pas parce que l'Etat qu'elle propose de mettre sur pied sera dirigé par des Diolas ou des Mandjaks qu'il sera plus tendre envers les pauvres de ces ethnies. Diouf n'est pas plus tendre envers les Ouolofs qu'envers les Diolas! Faire croire que le fait d'appartenir à une même ethnie, à une même région supprimera l'oppression, c'est tromper les exploités. Car même si en Casamance, tous les postes-clefs aujourd'hui détenus par des gens issus d'autres régions étaient occupés par des Casamançais, ça ne changerait rien au sort des pauvres.

Le pouvoir opprime les pauvres de toutes les ethnies. Et c'est en tant que pauvres, en tant qu'exploités, toutes ethnies confondues, que les pauvres ont intérêt à s'unir contre l'ennemi commun au lieu de vouloir la séparation. Ceux qui entraînent les pauvres à se battre sur le terrain ethnique ou régionaliste les mènent vers des impasses, ce sont leurs futurs bourreaux. D'ailleurs dès aujourd'hui,

Ils donnent déjà le ton. Dans un des tracts du MFDC, on peut lire que "tout village qui acceptera d'héberger les troupes de l'armée sénégalaise sera incendié". Dès aujourd'hui, en fait, il menace de mettre au pas la population à laquelle il ne donne qu'un seul choix: lui obéir.

Le fait qu'il existera un Etat de plus dans cette région de l'Afrique n'apportera pas plus de solution qu'ailleurs au sort des pauvres. La solution, ce n'est pas d'ajouter un Etat oppresseur de plus à la carte de l'Afrique, mais au contraire d'unir tous les exploités par-delà les frontières héritées du colonialisme pour renverser toutes ces dictatures qui permettent à une poignée d'individus de s'enrichir et de laisser crever la grande majorité dans la misère.

L'avenir n'est pas au micro-nationalisme, mais à la prise du pouvoir par les pauvres, à l'échelle des régions plus vastes, voire de tout le continent. Les pauvres en armes exerceront le pouvoir de manière infiniment plus démocratique que ceux qui, comme Diouf n'ont que le mot "démocratie" et "multipartisme" à la bouche mais qui enferment et tuent ceux qui les gênent. Un tel pouvoir dans les mains des exploités n'empêcherait aucune ethnie, fût-elle minoritaire, de gérer librement et démocratiquement ses affaires.

Si nous pensons que l'avenir de l'Afrique n'est pas dans la constitution de micro-Etats, dans la création de nouvelles frontières entre les pauvres, mais bien au contraire dans l'organisation de vastes ensembles, nous ne reconnaissons pas le droit à Abdou Diouf d'imposer sa dictature à qui que ce soit au nom de l'intégrité de l'Etat sénégalais. Nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris de se séparer, car les frontières héritées de la colonisation ne sont pas plus légitimes que d'autres.

Si la situation en Casamance s'aggravait, si des manifestations contre l'armée d'oppression se multipliaient, il est fort probable que cela devienne une situation de guerre d'oppression, une situation de guerre coloniale. Aucun peuple, aucune ethnie n'y gagnerait en faisant la guerre à d'autres ethnies. Elles le payeraient non seulement par des morts inutiles, mais en plus cela ne ferait que creuser un fossé de haine et de violence difficilement remédiable entre les pauvres.

La situation en Casamance n'en est pas encore là, mais la politique de Diouf y mène tout droit. La répression n'a constitué nulle part la solution à ce genre de problème ni à d'autres problèmes. Au contraire, elle ne fera qu'aggraver la situation. Les responsables sont en premier lieu ceux qui organisent la répression.



ALGERIE

LA MONTEE DE L'INTEGRISME, UN DANGER POUR L'AVENIR DES TRAVAILLEURS

Lors des élections municipales dernières en Algérie, les intégristes du FIS (Front Islamique du Salut) ont emporté la majorité des municipalités.

Cette victoire électorale confirme l'importance qu'a prise le mouvement intégriste musulman sur l'échiquier politique en Algérie depuis ces dernières années. Sa force électorale a d'autant été plus remarquable que le taux d'abstention a été très important. Il a ainsi obtenu environ 30% des votes. Il est vrai aussi que les intégristes ont utilisé toutes sortes de pression pour faire le plein des voix. Ainsi, par exemple, les chefs de famille traditionnalistes, qui ont tout le pouvoir sur leurs femmes et leurs filles, ont carrément voté à leur place. Il est difficile de savoir la part des voix qui de cette manière aurait été recueillie par le FIS.



Toujours est-il que la majorité des municipalités est désormais sous la direction des intégristes. Leur présence politique va peser lourdement sur la population, et bien entendu plus particulièrement sur la condition de la femme algérienne.

Déjà, sous le règne du FLN,

le pouvoir actuel, la femme a des droits limités à côté de ceux de l'homme. Elle subit son pouvoir. Les organismes d'Etat lui refusent souvent des logements lorsqu'elle vit seule, même veuve ou divorcée. Et comme partout ailleurs, à travail égal, elle a un salaire inférieur.

Avec les intégristes, on poussera les femmes à porter le voile, à rester à la disposition de leur seigneur et maître, l'homme. Leur droit au travail sera remis en cause. Et tout cela, au nom de la loi réactionnaire, la loi islamique.

L'objectif des intégristes islamistes n'est pas seulement de limiter les droits de la femme en s'appuyant sur les préjugés les plus arriérés. Leur objectif, c'est surtout d'être à la tête de l'Etat pour mettre au pas la population travailleuse.

En effet, la victoire des intégristes a lieu dans un contexte de crise économique. Comme tous les pays d'Afrique et du Tiers Monde, l'économie algérienne, frappée par la chute des matières premières comme le pétrole et le gaz, a des difficultés plus grandes pour rembourser les dettes extérieures. Et comme partout, ce sont les couches pauvres, les travailleurs, qui en font les frais sous forme de baisse des revenus et d'accroissement de chômage.

Face à cela, les travailleurs et les étudiants ont montré leur mécontentement par des grèves et des émeutes. Le pouvoir FLN en place a répondu par une répression féroce. C'est devant l'incapacité du pouvoir à résoudre les maux qui frappent la population algérienne que l'agitation intégriste au nom de l'islam a trouvé un écho au sein d'une partie de la population.

Le FIS peut se présenter maintenant comme une solution de rechange devant l'impopularité des dirigeants du FLN. Il est en train de préparer ses milices islamiques pour encadrer et mettre au pas les travailleurs. Il sera ainsi capable d'étouffer toutes les contestations et

même d'éliminer les opposants tout autant qu'en Iran avec Khomeiny, si la classe ouvrière n'offre pas une autre perspective.

Le FIS utilise la religion et les traditions vieilles comme le monde pour se hisser au pouvoir en préparant des hommes comme Madani qui ont un langage radical. Et dans une période de crise où le pouvoir en place est discrédité, ces chefs religieux peuvent sortir de l'ombre et prendre le devant de la scène politique. C'est ce qui s'est passé en Iran et tout récemment en Algérie; c'est ce qui risque peut-être de se passer demain au Sénégal où les dirigeants Mourrides ont un poids économique et politique importants.

Devant une crise profonde et le risque d'explosion sociale possible, la bourgeoisie algérienne, tout autant que l'impérialisme, peut s'accommoder des organisations comme le FIS, si ce dernier est capable de casser la révolte. Et dans cette situation, c'est la population travailleuse qui risque de subir les conséquences. La classe ouvrière en Algérie a tout intérêt à réagir dès maintenant, en entraînant avec elle tout autant les femmes et les hommes contre les idées rétrogrades et réactionnaires et améliorer le sort de l'ensemble de la société.

LE SOMMET FRANCO-AFRICAIN DE LA BAULE

LES VASSAUX AFRICAINS AU PIED DE MITTERRAND

POUR DE NOUVELLES RECOMMANDATIONS

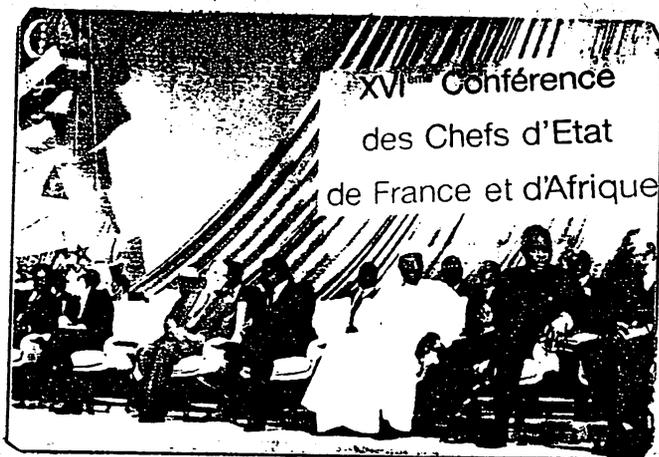
Récemment, à la Baule, s'est tenu le traditionnel sommet franco-africain autour de Mitterrand, l'homme de service de l'impérialisme français, et des dictateurs africains à sa solde. Ce sommet s'est déroulé au moment où la vague de révoltes, d'émeutes, de grèves, commencée depuis le début de l'année, continue encore de secouer plusieurs pays d'Afrique. De la Côte d'Ivoire au Gabon, en passant par le Niger, le Zaïre, le Bénin, la Zambie etc, ont lieu des manifestations de colère contre les régimes corrompus et dictatoriaux.

A la Baule, sous la protection de 5 000 policiers français et avec l'étalage d'un luxe et d'une richesse indécentes, c'est de cette situation que Mitterrand et les autres serviteurs de seconde zone de l'impérialisme français, les Bongo, les Habré, les Eyadéma etc, ont parlé. Mais ils n'ont pas dit grand-chose qu'on ne puisse savoir à l'avance, en tout cas rien qui puisse

être proche des préoccupations actuelles des populations africaines. Face à la crise, aux problèmes actuels que connaissent les peuples africains, ils n'ont fait que du classique, en puisant dans le vieil arsenal des soi-disant solutions connues déjà qu'utilisent les grands de ce monde pour préserver leur système et leurs intérêts.

En chef de file des serviteurs de l'impérialisme français, c'est Mitterrand qui a donné les directives, les recommandations. Les dictateurs africains, eux, étaient là pour écouter, enregistrer les ordres à exécuter du maître au pied duquel ils sont venus faire acte d'allégeance et d'obéissance. Face à la révolte et à la colère des populations africaines qui, comme au Gabon ou en Côte d'Ivoire, viennent d'ébranler les dictatures, l'impérialisme français a renouvelé sa "protection" et son soutien aux dictateurs. Mais, on le sait, cela n'est pas nouveau.

Depuis trente ans, en effet, c'est l'impérialisme français qui a mis en place en Afrique des gouvernements dits indépendants qu'il contrôle de diverses manières et impose aux populations, y compris par des interventions militaires, au Tchad, au Cameroun, au Gabon, en RCA, au Zaïre etc. Cela est vrai aussi bien du temps de De Gaulle qu'aujourd'hui sous Mitterrand. La dernière intervention française en date est celle qui, il n'y a pas longtemps, a permis de remettre en selle le dictateur Bongo en butte à la colère des populations gabonaises, notamment dans les grandes villes, à Libreville et à Port-Gentil.



Et quand elle n'intervient pas directement, la France ne se donne pas moins les moyens de contrôler la situation, d'assurer l'ordre qu'elle veut à travers les régimes corrompus et dictatoriaux sous sa "protection". Dans tous les Etats de ces pays, elle a ses hommes, africains et français, dans des services secrets, à des postes de contrôle dans les principales administrations, etc. Elle dispose également d'importantes bases militaires, au Sénégal, au Gabon, en RCA, au Tchad, à Djibouti etc, qui sont autant de postes de contrôle qui lui permettent de maintenir son ordre et d'intervenir chaque fois que c'est nécessaire.

A travers les bases militaires et les interventions directes dans tel pays ou autre, ce qui intéresse l'impérialisme français, ce sont ses intérêts et ceux de l'ordre capitaliste mondial. Si la France est intervenue au Gabon, c'est surtout pour maintenir l'ordre social en vigueur, pour permettre que ses sociétés, comme ELFGABON, continuent à piller le pays au profit de la bourgeoisie. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, si l'intervention française a eu lieu juste

après que des manifestants avaient menacé de s'attaquer aux intérêts d'ELF-GABON justement.

Nos dictateurs, les Bongo et autres, ne sont en fait que des nègres de l'impérialisme français, ses hommes de main, de minables pantins à qui il laisse des miettes, la possibilité de se servir un peu au passage et puiser eux aussi dans les richesses tirées de l'exploitation des populations africaines dont ils sont les garants locaux. Et, à tout moment, quand il y va de ses intérêts, l'impérialisme peut les remplacer par d'autres, comme il l'a déjà fait avec Tombalbaye, Bokassa, etc, ou avec d'autres ailleurs, Duvalier en Haïti, Marcos aux Philippines, etc.

Mais, lors du sommet franco-africain de la Baule, Mitterrand ne s'est pas seulement contenté de brandir le classique bâton de l'intervention militaire. Pour la galerie, pour l'opinion française dont une frange pourrait être choquée par son soutien à des dictateurs du genre de Bongo, il s'est également posé en défenseur des droits de l'homme, comme quelqu'un qui agit pour "la démocratisation de l'Afrique". Il n'a pas failli à la mode qui veut qu'il suffise d'opérer quelques légers changements au sommet, d'habiller les dictatures de quelques faux-semblants démocratiques pour que l'on parle de l'instauration de la démocratie. Alors, il a conseillé à ses vassaux africains de s'y conformer en s'engageant dans la voie du multipartisme aujourd'hui en vogue.

A la fin de la conférence, Mitterrand et les dictateurs africains ont publié une déclaration qui souligne "la nécessité d'associer plus étroitement les populations concernées à la construction de leur avenir politique, économique et social." Dans une conférence de presse, Mitterrand a ajouté que "l'aide normale de la France sera plus tiède en face des régimes qui se comporteraient de façon autoritaire sans accepter d'évolution vers la démocratie, et enthousiaste vers ceux qui franchiraient le pas avec courage."

Cela a fait plaisir à certains dictateurs tels que Abdou Diouf, mais

aussi Bongo et Kérékou qui viennent de s'offrir du multipartisme sans grands frais. Les différents opposants africains qui ne rêvent que de partager le pouvoir avec les Bongo et autres Mobutu ont aussi tiré une grande satisfaction de la déclaration de Mitterrand. Il y en a qui parlent déjà du "vent de la démocratie qui souffle sur l'Afrique". Mais d'autres dictateurs s'en sont trouvés agacés. C'est le cas d'Eyadéma, de Moussa Traoré, d'Hissein Habré ou de Kolingba. Le dictateur Eyadéma a même poussé le ridicule jusqu'à dire qu'il était favorable au multipartisme, mais qu'il ne pouvait pas l'imposer parce que son peuple "n'en voulait pas".

Dans tous les cas, multipartisme ou pas, ce qui est certain c'est que l'impérialisme français soutiendra toujours les dictatures africaines, quelles que soient leurs formes. Il y va de ses intérêts. Les trusts français ont trop besoin des dictatures en place pour faire suer des profits aux peuples africains. Et, multipartisme ou non, la France capitaliste sera toujours du côté des dictateurs, comme elle l'a fait depuis les indépendances sous le règne du parti unique qu'elle a soutenu, pour ne pas dire imposé et encouragé. Par ailleurs, si Mitterrand parle aujourd'hui du multipartisme, voire des libertés, ce n'est pas parce que, contrairement à un Chirac, il serait convaincu que la démocratie n'est pas un luxe pour l'Afrique. Ce sont plutôt les intérêts de l'impérialisme français en Afrique qui commandent son attitude.

Le multipartisme, c'est tout autre chose que la démocratie. C'est une nouvelle façon de tromper les opprimés. Le parti unique a fait son temps, il ne peut plus cacher les inégalités et peut même conduire à des révoltes. Alors, dans la situation de crise actuelle, pour éviter que n'éclatent des révoltes qui pourraient se généraliser, l'impérialisme français pousse nos dictateurs à opérer quelques changements sous forme de multipartisme dans le but d'entretenir des illusions dans la tête des gens, de leur faire croire à des changements dans les pays.

Mais l'ordre social, les inégalités de tout genre resteront les mêmes, l'exploitation au profit du système capitaliste continuera. C'est cela qui explique que des dictateurs comme Bongo ou Mobutu n'ont aucun mal à se présenter comme des démocrates. En effet, le fait qu'ils échangent leur habit de dictateurs contre celui des gens favorables au multipartisme ne leur coûte rien du tout, ni à eux ni à leurs maîtres bourgeois français et autres, dans la mesure où ils peuvent toujours continuer à s'enrichir grâce à l'exploitation des populations.

A D R E S S E

DUFFEAL-COMBAT OUVRIER Pour le PAT

B.P. 42 -92114 - CLICHY Cedex

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.